



*Empowered lives.  
Resilient nations.*

**Recrutement d'un consultant national pour l'évaluation et  
l'analyse prospective de l'impact économique de la COVID-19 sur  
l'éducation, la formation et l'innovation au Cameroun**

**Termes de référence**

Août 2020

## 1. Contexte et justification

La propagation rapide du nouveau Coronavirus (Covid-19) dans le monde a incité les gouvernements à prendre des mesures appropriées pour contenir la propagation de la pandémie. Le Gouvernement du Cameroun a mis en place plusieurs mesures restrictives sur les regroupements et les déplacements de population incluant entre autres la fermeture de tous les établissements scolaires et universitaires, la suspension des vols internationaux à l'arrivée et au départ du pays et le port systématique des masques de protection. L'entrée en vigueur de cette décision gouvernementale le 18 Mars 2020 a affecté la scolarisation de 7,2 millions d'élèves et étudiants inscrits dans les établissements publics et privés implantés sur le territoire national dont environ 4,5 millions d'enfants du primaire avec 47% de filles. Cette mesure touche également 1,8 millions d'élèves de l'enseignement secondaire général et technique, 40.000 apprenants de la formation professionnelle et plus de 500 000 étudiants issus des universités et autres instituts d'enseignement supérieur.

Par ailleurs, les opportunités d'apprentissage des enfants vulnérables vivant dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord touchées par les conflits sont perturbées par la fermeture des structures d'éducation non formelle. Dans ces régions, on dénombre près de 1,8 million d'enfants d'âge scolaire qui sont dans le besoin de soutien d'urgence pour accéder à l'éducation, dans un contexte marqué par les conflits armés, la violence, les inondations, le choléra et les épidémies de rougeole. L'interruption de l'enseignement en classe a de graves conséquences sur les capacités d'apprentissage des enfants et la qualité de l'éducation. Les enfants issus des familles les plus pauvres courent beaucoup plus de risques de ne pas retourner à l'école que ceux des ménages les plus nantis accentuant les risques de décrochage scolaires. L'impact de la fermeture des établissements scolaires va largement au-delà du spectre scolaire et expose les enfants et les adolescents aux multiples risques liés au travail des enfants, le mariage précoce, les grossesses non désirées, l'exploitation et les abus sexuels, les violences à l'égard des filles, le travail domestique, l'enrôlement des enfants par les groupes armés, les chocs économiques etc.

Il est possible de s'attendre à une situation semblable à celle des années 90, où avec l'ajustement structurel qui avait privilégié les secteurs rentables (économiques) à court terme au détriment des secteurs sociaux, la qualité des enseignements soit affectée pendant plusieurs années. Ainsi la part de budget de l'éducation après 2020 risque de connaître une baisse importante. Pour mettre en œuvre des solutions efficaces, le Cameroun doit avoir une bonne compréhension des impacts afin de construire des solutions résilientes.

La Covid-19 a un impact qui rend plus difficile les pays africains et en particulier le Cameroun de surmonter les défis de l'éducation. L'impact de la pandémie sur l'éducation aura de graves répercussions sur la réalisation des engagements internationaux de réaliser les Objectifs de Développement Durable (ODD) en général

et l'ODD4 en particulier et le CESA (2016 – 2025) de l'agenda 2063 de l'Union Africaine « l'Afrique que nous voulons ».

## **2. Objectifs**

L'objectif général de la consultance est d'évaluer et d'analyser l'impact économique (dans une approche prospective) de la COVID-19 sur l'éducation, la formation et l'innovation au Cameroun. Les recommandations permettront de sensibiliser les décideurs sur le risque de laisser « l'éducation pour compte » en privilégiant les secteurs économiques au détriment des secteurs sociaux. Cette analyse réalisée par un effort conjoint des agences des Nations Unies et d'autres partenaires au développement en partenariat avec le Gouvernement sera utile dans la prise de décision en matière de financement de l'éducation, de la formation et de l'innovation au cours des 05 prochaines années en contexte de Covid-19 ou post-Covid-19.

Plus précisément, elle a pour objectifs de:

- Analyser les effets de la pandémie de la Covid-19 sur les allocations budgétaires du secteur de l'éducation (par cycle : préscolaire, primaire, secondaire, supérieur) au Cameroun et leurs conséquences sur l'accès, la qualité et l'équité dans le moyen et long terme ;
- Analyser l'impact économique sur les conditions de vie des enseignants et les corps de métier relevant du secteur éducatif public, privé, et laïc ;
- Analyser l'impact de la pandémie de la covid-19 sur le système éducatif en se référant aux ODD avec un focus sur les groupes vulnérables tels que les enfants, les filles et les femmes, les personnes handicapées, les personnes vivant dans la pauvreté et les communautés ;
- Analyser l'impact de la pandémie de la covid-19 sur l'offre et la demande privées d'enseignement ;
- Analyser les effets de la Covid 19 sur la demande de services d'éducation (les ménages) ;
- Réaliser les scénarios sur les options possibles d'éducation à court et à moyen terme.

## **3. Mandat du consultant**

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette activité, il est attendu du/de la consultant(e) sous la responsabilité technique du Groupe de travail Education, formation et innovation du Système des Nations Unies (SNU), de :

1. Faire une revue documentaire sur les analyses déjà produites sur le sujet et collecter les données requises pour les analyses aussi bien quantitatives que qualitatives,
2. Interagir avec le groupe de travail Education, formation et innovation du Système des Nations Unies placé sous la facilitation de l'UNESCO pour les réunions de suivi de la mise en œuvre et des progrès et difficultés éventuellement constatés sur le terrain,

3. Se référer à l'UNESCO en tant que facilitateur du groupe de travail Education, pour toutes questions d'ordre technique relevant de la mise en œuvre des activités,
4. Exploiter et analyser les données et élaborer un rapport d'étude conformément aux Termes de référence qui lui ont été assignés, et sur la base des orientations du groupe de travail Education du SNU,
5. Présenter pour enrichissements et validation le rapport de l'étude, en collaboration avec les membres du Groupe Education du Système des Nations Unies au Cameroun.

#### **4. Livrables**

Au terme de cette étude, il est attendu du/de la consultant(e) de fournir les livrables suivants :

1. Une note de cadrage conceptuel et méthodologique
2. Un cadre d'analyse de l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur les allocations budgétaires du secteur de l'éducation, de la formation et l'innovation au Cameroun ;
3. Un cadre d'analyse de l'impact de la pandémie sur l'ODD4 au Cameroun ;
4. Un cadre d'analyser de l'impact économique sur les conditions de vie des enseignants et les corps de métier relevant du secteur éducatif public, privé, et laïc
5. Un cadre d'analyse de l'impact de la pandémie de la covid-19 sur le système éducatif en se référant aux ODD avec un focus sur les groupes vulnérables tels que les enfants, les filles et les femmes, les personnes handicapées, les personnes vivant dans la pauvreté et les communautés ;
6. Un cadre d'analyse de l'impact de la pandémie de la covid-19 sur l'offre et la demande privées d'enseignement ;
7. Un cadre d'analyse sur les effets de la Covid 19 sur la demande de services d'éducation (les ménages) ;
8. Un rapport final d'analyse des recommandations ;

#### **5. Méthodologie**

Sous la coordination du Coordinateur résident du Système des Nations Unies et de l'équipe pays des Nations Unies, et sous la supervision directe de la cheffe du bureau du Coordinateur résident des Nations unies du (RCO), l'étude sera réalisée par un/e consultant(e), bénéficiant de l'appui technique et financier du Système des Nations Unies (SNU) à travers le PNUD Cameroun. L'étude se concentrera sur l'impact à moyen et à long-terme de la Covid-19 sur l'éducation notamment en matière d'allocations budgétaires, de réalisation de l'Objectif Durable 4 (ODD4), d'offre et de demande privée d'enseignement avec un focus sur la situation des enseignants de cet ordre d'enseignement et sur la diffusion des conclusions de l'étude. Les évaluations d'impact examineront les réponses nationales en matière d'éducation à la Covid-19 et les stratégies pour atténuer l'impact négatif de la crise sur le futur de l'éducation au Cameroun. Elles fourniront un aperçu de l'état de l'éducation au Cameroun avant et pendant la crise sanitaire, et une projection à moyen et à long terme. En outre, elles mettront en évidence les principales mesures adoptées par le Cameroun pour faire

face à la crise et ses effets sur le système éducatif. Le travail préliminaire du groupe de travail sera de s'entendre sur les dimensions clés sur lesquelles l'étude doit se concentrer. Naturellement, ce choix dépendra non seulement de la disponibilité des données et des informations mais aussi de la pertinence / priorisation de ces dimensions par le Cameroun. Sur la base des dimensions retenues, une étude documentaire nationale de l'impact de Covid sur le système éducatif camerounais sera produite. Il sera basé sur les données et informations disponibles et générées par les différentes organisations internationales. Il sera construit spécifiquement sur les activités déjà initiées et le corpus initial de preuves collectées par les partenaires au développement. Cela comprend l'enquête de l'UNESCO sur les réponses nationales en matière d'éducation dans 60 pays, l'enquête de l'UNICEF sur les pratiques prometteuses pour un apprentissage à distance équitable menée dans ses 128 bureaux de pays, ainsi que l'étude de la Banque mondiale sur les chocs dans l'éducation et les réponses politiques. Il s'appuiera également sur les résultats de l'enquête conjointe UNESCO-UNICEF-Banque mondiale pour suivre l'évolution des réponses du système éducatif.

## **6. Rôle du Groupe de suivi**

Une équipe technique inter-agence sous la forme d'un groupe de travail Education composée de représentants des agences parties prenantes à l'étude, sera chargée d'accompagner le consultant dans la réalisation de sa prestation. Le Groupe de travail est placé sous la responsabilité technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) qui en assure la facilitation. Ainsi, le Groupe de travail aura pour missions de :

- Valider la méthodologie proposée par le consultant ;
- Assurer le cadrage méthodologique de l'activité ;
- Assurer le suivi et la bonne exécution de la mission ;
- Veiller au respect des délais contractuels.
- Organiser la présentation finale et la validation du rapport de l'étude.

## **7. Profil du/de la consultant(e)**

Le/la Consultant(e) doit répondre aux critères suivants :

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire supérieur (Master ou équivalent) dans le domaine de la planification de l'éducation, de l'économie de l'éducation, des statistiques de l'éducation ou des sciences économiques de développement (Macroéconomie, Economie du Développement, Ingénieur Statisticien Economiste, etc ;)
- Avoir une très grande Expertise dans l'analyse des politiques éducatives, l'élaboration des stratégies du secteur de l'éducation et la conception des cadres et des mécanismes de suivi-évaluation ;
- Expertise dans la conduite des analyses sectorielles/RESEN, élaboration des analyses thématiques et conduite des recherches dans le domaine de l'éducation ;

- Disposer d'une solide expérience professionnelle dans la coordination, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des stratégies sectorielles ODD4 et CESA
- Bonne connaissance du système éducatif du Cameroun (sous-système anglophone et francophone),
- Avoir une connaissance du Système des Nations Unies serait un atout

**NB:** Les candidatures féminines sont fortement encouragées. Etre parfaitement bilingue serait un atout.

## 8. Offres

### 8.1. Procédure de soumission de l'offre

L'appel à manifestation d'intérêt est national et ouvert aux consultants qualifiés. Les candidats devront soumettre au plus tard 10 jours après publication de l'appel à candidature les éléments suivants :

(i) une offre technique ressortant clairement : la compréhension de la consultation, la méthodologie proposée, l'organisation du travail, les références des expériences dans le domaine (à préciser), un Curriculum Vitae (CV) le plus actualisé. Les candidatures seront déposées au siège du PNUD (Yaoundé) contre récépissé.

(ii) une offre financière. Il est à noter que tous les coûts et tarifs doivent être exempts de taxe, le PNUD étant exonéré d'impôts.

Le tableau ci-après doit être utilisé pour préparer le tableau des coûts. Il comporte des lignes de dépenses spécifiques qui peuvent ne pas être requises ou applicables, mais qui sont en tout état de cause données comme exemples.

Tableau des coûts: Invitation à soumissionner				
Description de l'activité / article		Unité	Coût	Montant total estimé
1	Honoraire du consultant	H/jour		
2	Autres			
3	Communications	Forfait		

A l'issue de l'évaluation des offres financières, le candidat techniquement apte et ayant présenté l'offre financière la moins disante sera retenu.

### 8.2. Evaluation des offres

L'évaluation des propositions se déroulera en deux temps. L'évaluation sur la base du CV sera préalablement réalisée avant la comparaison des propositions financières. La proposition financière ne sera considérée que pour les soumissions qui auront reçu la note technique de 70% sur un score total maximum de 100 points.

Lors de la deuxième étape, les offres financières de tous les prestataires ayant obtenu la note technique minimale de 70% au cours de l'évaluation technique seront comparées.

Le contrat sera adjugé au consultant proposant l'offre la mieux disante (celle ayant obtenue la meilleure note combinée issue de l'offre technique et de l'offre financière, avec une pondération de 70/30.)

**a) Critères techniques – 70% de l'évaluation totale – sur 100 points**

Critère d'évaluation	Pondération	Total des points (100 pts)
<b>Qualification et expérience</b>		
Expérience professionnelle d'au moins 05 années en matière de planification de l'éducation, de l'économie de l'éducation, des statistiques de l'éducation ou des sciences économiques de développement (Macroéconomie, Economie du Développement, Ingénieur Statisticien Economiste, etc ;)	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Expérience dans le domaine cité (5 pts)</li> <li>✓ Nombre d'années d'expérience 05 ans ou plus (10 pts)</li> </ul>	15 pts
Expériences en termes d'expertise dans l'analyse des politiques éducatives, l'élaboration des stratégies du secteur de l'éducation et la conception des cadres et des mécanismes de suivi-évaluation.	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Avoir réalisé ce type de travail, (5 pts par travail cité)</li> </ul>	35 pts
Expérience de travail avec le gouvernement et les partenaires au développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Expérience de travail avec le gouvernement, la société civile/partenaires sociaux, les partenaires au développement (10 pts)</li> </ul>	10 pts
<b>Profil du Consultant</b>		
Diplôme universitaire supérieur (Master/DESS ou équivalent) dans les domaines suscités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bac + 5 dans les domaines cités (20 pts)</li> <li>✓ PHD (5 pts)</li> </ul>	25 pts
Maîtrise des logiciels économétriques (à compléter)	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ SPSS, Eviews, Stata</li> </ul>	5 points
Maîtrise des langues	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Français (5 pts)</li> <li>✓ Anglais (5 pts)</li> </ul>	10 points

## **b) Critères financiers – 30% de l'évaluation totale**

La formule suivante sera utilisée aux fins d'évaluation des propositions financières

$P=y(\mu/z)$  dans laquelle :

P= la proposition financière soumise ;

Y= le nombre maximum de points pour la proposition financière ;

$\mu$ = le montant de la proposition la moins disante ;

z= le montant de la proposition soumise

## **9. Durée de la prestation**

La durée contractuelle de la mission est estimée à 30 jours ouvrables. Un contrat de prestations de services sera formalisé à cet effet suivant les procédures de passation de marché en vigueur au PNUD.

Approuvés par :